

## Baccalauréat en droit

Téléphone : 514 987-3948  
Courriel : bac.droit@uqam.ca

Code	Titre	Grade	Crédits
7118	Baccalauréat en droit	Bachelier en droit, LL.B.	98

Trimestre(s) d'admission	Automne Hiver
Contingent	Programme contingenté
Régime et durée des études	Offert à temps complet et à temps partiel
Campus	Campus de Montréal

### PROTOCOLE D'ENTENTE

En vertu d'un protocole intervenu entre l'UQAM et la Faculté de droit de l'Université de Windsor, un étudiant inscrit à l'UQAM peut obtenir une double diplomation (Baccalauréat en droit/Baccalauréat en Common Law) en suivant avec succès deux sessions de cours de droit à l'Université de Windsor.

### OBJECTIFS

Ce programme a pour objectif socio-économique la formation de juristes qui seront préoccupés de justice sociale et qui, à cette fin, pourront intervenir largement (recherche-action, enseignement, organisation, consultation, contentieux) à la défense et à la promotion des droits des personnes et des groupes (les organismes populaires et communautaires et les associations volontaires et autonomes, sans but lucratif, les syndicats, les comités de citoyens ou autres groupes apparentés qui poursuivent des objectifs de développement à caractère économique, social, culturel et communautaire) et ce, partout où le droit est en cause et particulièrement dans les domaines qui concernent les conditions de vie et de travail des personnes.

À cette fin, le programme poursuit les objectifs spécifiques suivants:

1. L'acquisition par l'étudiant d'une connaissance des concepts, des règles et des principes fondamentaux du droit qui lui assure une bonne formation générale et une connaissance particulière de secteurs d'interventions privilégiés par l'objectif socio-économique du programme. L'étudiant doit être capable de bien repérer les règles de droit, de les analyser et d'en faire la synthèse;
2. Le développement chez l'étudiant d'une capacité d'analyse critique du droit. L'étudiant doit être capable de questionner les règles de droit, d'en percevoir les dimensions historiques, politiques et socio-économiques et d'en comprendre les fondements et les fonctions dans la société;
3. La maîtrise par l'étudiant d'habiletés pratiques qui lui permettront d'utiliser adéquatement le droit dans le traitement de problèmes concrets. L'étudiant doit être capable de bien qualifier juridiquement les problèmes qui lui sont posés, d'identifier les règles de droit applicables, d'en mesurer l'impact en regard des intérêts en jeu et des résultats désirés, de proposer des solutions appropriées, de structurer une argumentation qui les sous-tende et d'en faire l'exposé de façon écrite et orale.

Pour atteindre ces objectifs, le programme utilise une pédagogie qui repose sur des activités où l'étudiant est amené à jouer un rôle très actif dans sa formation (lectures préparatoires aux cours, questions et discussions pendant les cours ou en ateliers d'encadrement, travaux de cas pratiques et d'analyses jurisprudentielles, activités cliniques et de

recherche) et il privilégie le travail d'équipe comme mode d'apprentissage.

### CONDITIONS D'ADMISSION

#### Capacité d'accueil

Le programme est contingenté Capacité d'accueil: Automne 2013: 120; Hiver: 50 (bases DEC et Études universitaires seulement).

#### Trimestre d'admission (information complémentaire)

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver pour les bases DEC et Études universitaires.

#### Connaissance du français

Tous les candidats doivent posséder une maîtrise du français attestée par l'une ou l'autre des épreuves suivantes: l'Épreuve uniforme de français exigée pour l'obtention du DEC, le test de français écrit du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le test de français écrit de l'UQAM. Sont exemptées de ce test les personnes détenant un grade d'une université francophone et celles ayant réussi le test de français d'une autre université québécoise.

#### Test de français

Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la politique sur la langue française de l'UQAM dans la section informations générales.

#### Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

#### Méthode et critères de sélection - Base DEC

Cote de rendement: 100% Cote R du dernier candidat admis à l'hiver 2009: 28,0 Cote R du dernier candidat admis à l'automne 2009: 28,0

#### Base expérience

Admission sur cette base au trimestre d'automne seulement. Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir occupé pendant au moins deux ans un poste ou une fonction rémunéré ou non qui implique des interventions ou des activités relatives à la défense et à la promotion des droits des personnes ou des groupes visés par les objectifs du programme et être en mesure d'en faire la preuve.

#### Méthode et critères de sélection - Base expérience

Première étape: test d'aptitudes: 100% Les candidats ayant obtenu les meilleures notes au classement de la première étape seront convoqués à la deuxième étape Deuxième étape: entrevue: 100% Lors de

l'entrevue, l'évaluation du candidat sera faite en fonction d'un ensemble de critères, parmi lesquels son cheminement, ses objectifs, son ouverture au monde, son ouverture d'esprit, sa culture générale, sa culture sociopolitique, son implication sociale, ses qualités intellectuelles et ses qualités de communication

#### Base études universitaires

Avoir réussi un minimum de dix cours (30 crédits) dans un même programme universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

#### Méthode et critères de sélection - Base universitaire

Présélection:100% · Dossier scolaire (100%) Moyenne académique du dernier candidat présélectionné à l'hiver 2009: 3,26/4,3 Moyenne académique du dernier candidat présélectionné à l'automne 2009: 3,26/4,3 Les candidats ayant obtenu les meilleurs résultats au classement de la présélection sont convoqués à la sélection. Sélection:100% · Dossier scolaire (25%) · Entrevue (75%)

#### Base études hors Québec

Admission sur cette base au trimestre d'automne seulement. Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent. (1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

#### Régime et durée des études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

## COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits. Certains cours ont des préalables. Consultez la description des cours pour les connaître.)

#### les 19 cours suivants (53 crédits):

##### Série 2000

JUM2000 Séminaire d'intégration aux études de droit (1 cr.)  
 JUR2505 Introduction au droit et méthodologie  
 JUR2512 Théorie générale des obligations (2 cr.)  
 JUR2513 Approfondissement du droit des obligations  
 JUR2515 Droit constitutionnel  
 JUR2521 Droit des personnes et de la famille (4 cr.)  
 JUR2525 Droit social  
 JUR2530 Droit administratif  
 JUR2535 Droit pénal  
 JUR2541 Droit des affaires  
 JUR2545 Droit judiciaire I  
 JUR2550 Informatique et recherche juridique (1 cr.)  
 JUR2560 Droit de la responsabilité civile et de l'indemnisation

##### Série 3000

JUR3501 Droit international public  
 JUR3505 Droit des rapports collectifs de travail  
 JUR3515 Méthodologie de la recherche juridique  
 JUR3525 Droit de la preuve civile et administrative  
 Note: Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours de la série 3000 qu'après avoir obtenu 24 crédits de la série 2000.

##### Série 4000

JUR4505 Interprétation des lois  
 JUR4521 Droits et libertés de la personne  
 Note: Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours de la série 4000 qu'après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires.

#### Série: approche critique et multidisciplinaire

#### quatre cours choisis parmi les suivants (12 crédits):

CIN5000 Sciences de la santé et droit  
 ECO1055 Éléments d'économie contemporaine  
 HIS4501 Histoire du droit québécois et canadien  
 JUR4515 Théorie et fondements du droit  
 JUR6005 Philosophie du droit

ou

PHI5059 Philosophie du droit  
 POL1000 Problèmes politiques contemporains  
 POL1400 Introduction aux relations internationales  
 POL3085 Politique sociale  
 POL4470 Introduction à l'économie politique des relations internationales  
 SOC4301 Sociétés actuelles et mondialisation  
 SOC6204 Sociologie du droit

#### Module de langues

L'étudiant peut suivre de un à quatre cours de langue en conformité avec les exigences et les procédures de l'École des langues ou tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

#### 33 crédits choisis de la façon suivante (33 crédits):

#### de zéro à neuf crédits de cours choisis parmi les suivants:

##### Série: approche pratique

FPD5000 Activité de simulation des Nations Unies  
 FPD5010 Clinique de droit international des droits de la personne 1  
 FPD5011 Clinique de droit international des droits de la personne 2  
 JUM4522 Stage I  
 JUM4523 Stage II  
 JUM4526 Clinique juridique (6 cr.)  
 JUM452X Activités juridiques appliquées  
 JUM4530 Tribunal-école  
 JUR4546 Concours de plaidoirie interuniversitaire (6 cr.)  
 JUR5625 Modes alternatifs de règlement des litiges  
 Note: - Les étudiants peuvent s'inscrire à des cours de la série approche pratique après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires.

#### de 24 à 33 crédits choisis parmi les suivants, dont au moins neuf crédits choisis dans le module social et/ou international:

##### Module pratique professionnelle

JUR5505 Contentieux administratif  
 JUR5515 Droit de l'administration régionale et municipale  
 JUR5520 Droit fiscal  
 JUR5525 Droit judiciaire pénal  
 JUR5531 Droit des délits et des peines  
 JUR5540 Droit des biens et de la propriété  
 JUR5546 Droit des contrats nommés  
 JUR5551 Droit des rapports pécuniaires familiaux  
 JUR5552 Droit des successions et des fiducies  
 JUR5555 Droit judiciaire II  
 JUR5560 Droit des compagnies  
 JUR5565 Droit des contrats commerciaux et du financement de l'entreprise  
 JUR5572 Priorités, hypothèques et publicité des droits  
 JUR5573 Droit de la faillite et de l'insolvabilité  
 JUM5000 Activité de synthèse et préparation aux examens professionnels

##### Module social

JUR6516 Régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours  
 JUR6520 Droit des jeunes  
 JUR6525 Droit des femmes  
 JUR6530 Droit carcéral  
 JUR6535 Droit de l'immigration  
 JUR6540 Droit des autochtones  
 JUR6545 Droit du logement  
 JUR6550 Droit de l'environnement  
 JUR6555 Droit de la consommation  
 JUR6560 Droit de la santé  
 JUR6570 Droit des associations et des regroupements  
 JUR6575 Arbitrage de griefs  
 JUR6580 Droit des rapports individuels de travail  
 JUR6592 Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite  
 JUR6595 Droit de la propriété intellectuelle  
 JUR6615 Droit de la santé et de la sécurité du travail  
 JUR6620 Régimes étatiques d'indemnisation

JUR6640	Droit des professions
JUR6645	Droit des personnes et biotechnologies
<b>Module international</b>	
JUR5575	Droit international privé
JUR5585	Droit comparé
JUR5595	Droit des États-Unis d'Amérique
JUR5610	Droit du commerce international
JUR5615	Introduction à la Common Law
JUR6565	Droit de l'informatique
JUR6601	Droit international économique
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6630	Droit international et comparé de l'environnement
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne
JUR6650	La personne et le droit international
JUR665X	Actualités du droit
JUR6660	Droit de l'intégration européenne

Note: Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours des modules pratique professionnelle, social et international qu'après avoir obtenu 24 crédits obligatoires.

## RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

1. Cheminement académique Les règlements pédagogiques particuliers seront disponibles aux étudiants au début du trimestre.
2. Travail d'équipe Pour les fins de réalisation des travaux d'équipe, une équipe est un groupe constitué de deux à quatre étudiants maximum inscrits au même groupe-cours.
3. Durée maximale des études La durée des études prévues pour l'obtention du baccalauréat en droit de l'UQAM ne peut excéder six années.
4. Séminaire d'intégration Le séminaire d'intégration aux études de droit est évalué sur la base Succès-Échec. La présence des étudiants aux activités du séminaire est obligatoire. Le séminaire est un préalable aux autres cours. Aucune reprise ne sera organisée, sauf entente particulière avec le directeur des programmes de premier cycle.

## REMARQUES PARTICULIÈRES

Après l'obtention du baccalauréat, l'étudiant qui veut être admis à la pratique du droit à titre d'avocat ou de notaire doit satisfaire soit aux exigences du Barreau du Québec, notamment réussir le programme de formation professionnelle de l'École du Barreau soit aux exigences de la Chambre des notaires du Québec, notamment compléter des études universitaires de deuxième cycle (un an d'études) en droit notarial. Compte tenu de la nature des études en droit, une connaissance fonctionnelle de l'anglais est recommandée et les étudiants doivent s'attendre à devoir lire des textes en anglais.

En vertu d'un protocole intervenu entre l'UQAM et la Faculté de droit de l'Université de Windsor, un étudiant inscrit à l'UQAM peut obtenir une double diplomation (Baccalauréat en droit/Baccalauréat en Common Law) en suivant avec succès trois trimestres de cours de droit à l'Université de Windsor. Le premier trimestre est suivi au cours de la quatrième ou de la cinquième session pendant le baccalauréat en droit. Les deux autres trimestres sont suivis au cours de la quatrième année.

## DESCRIPTION DES COURS

### CIN5000 Sciences de la santé et droit

Ce cours vise à initier les étudiants ayant une formation juridique de base aux principes et méthodes des sciences de la santé, dans le but de leur permettre de comprendre l'usage qui peut être fait des données scientifiques dans un contexte juridique. Le cours comprendra une présentation sur les différents types de témoins experts appelés à témoigner dans le domaine des sciences de la santé environnementale, et sera utile aux personnes qui s'intéressent au droit de la santé, au

droit de l'environnement, au droit de la santé au travail, au droit de la responsabilité civile, au droit de l'indemnisation, au droit administratif, au droit international, au droit de la preuve et aux droits et libertés de la personne. Le cours présentera les principes de base permettant de comprendre les champs respectifs des différentes disciplines (ergonomie, toxicologie, biomécanique, médecine, épidémiologie, physiologie, psychologie et neuropsychologie). Il examinera le rôle des scientifiques dans l'élaboration des normes juridiques et dans le contexte de l'adjudication. Plusieurs notions de base méthodologiques seront traitées: la méthode scientifique, la statistique, la littérature scientifique, etc. Une équipe multidisciplinaire offrira ce cours afin de permettre une compréhension multidimensionnelle des problématiques traitées.

### ECO1055 Éléments d'économie contemporaine

Ce cours a pour objectif général de sensibiliser les étudiants aux grandes questions économiques contemporaines. À la suite de ce cours, les étudiants devraient être en mesure d'utiliser différentes sources d'information, dont les données statistiques; d'évaluer les enjeux en présence; de faire un travail montrant leur capacité d'analyse et de rédaction. Pour réaliser ces objectifs, on présentera d'abord les grands courants de la pensée économique, en particulier le libéralisme dominant, et les principales sources d'information économique; le rôle de l'État à travers la politique budgétaire et la politique monétaire, la comptabilité nationale; l'inflation et le chômage, les transformations du marché du travail, les mesures de la population, l'emploi et de l'évolution des prix; la mondialisation, les marchés financiers et les crises financières des années 90; les accords et les institutions économiques internationales; le commerce international, la balance des paiements et le fonds des changes; les pays en développement.

### FPD5000 Activité de simulation des Nations Unies

Activité qui vise la préparation et la participation des étudiants à la conférence du «National Model United Nations» (NMUN) qui se déroule au printemps de chaque année à New York. L'objectif est de permettre aux étudiants d'acquérir une expérience pratique des travaux des Nations Unies. L'activité comprend une série de conférences, cours, ateliers préparatoires soumis à un processus régulier d'évaluation de même que la participation active sur les lieux mêmes de l'édifice des Nations Unies dans le cadre des travaux et représentations pratiques.

#### Conditions d'accès

Aux fins de l'inscription à l'activité ouverte au trimestre d'hiver, les étudiants doivent s'inscrire dans le processus de sélection de l'automne et participer aux rencontres préliminaires et activités préparatoires; Avoir complété au moins 45 crédits dans le programme à la fin du trimestre d'automne; Et obtenir l'autorisation de la direction du programme d'études.

#### Préalables académiques

POL4411 Organisations internationales: l'ONU et ses institutions spécialisées ou POL4412 Les organisations internationales, l'ONU et ses institutions spécialisées; JUR1042 Introduction au droit des relations internationales ou JUR3503 Droit international public

### FPD5010 Clinique de droit international des droits de la personne 1

Introduction aux cliniques de droit international des droits de la personne, leurs nature, pertinence et fonctionnement de même qu'aux méthodes, normes et procédures relatives à la pratique du droit international des droits de la personne. Sous la supervision immédiate des enseignants, les équipes d'étudiants participent à de véritables dossiers de protection des droits humains, en collaboration avec des organisations non gouvernementales dans le cadre de partenariats établis avec celles-ci. Aussi, selon les dossiers, les étudiants pourront être appelés à contribuer à l'établissement d'une stratégie d'intervention, à faire des recherches quant à l'application de certaines normes de droit international des droits de la personne dans des contextes factuels ou quant à des thématiques précises, à rédiger et à présenter des rapports ou des projets d'opinions juridiques, de plaintes, de mémoires ou autres procédures, à contribuer au renforcement des capacités des défenseurs des droits humains, etc. Les étudiants

participent au développement institutionnel de la clinique, entre autres en documentant les demandes d'information des partenaires potentiels, en collaborant à la constitution d'une base de données ou au développement du site Internet de la clinique.

#### Conditions d'accès

Avoir complété un cours en droit international public ou en droit international des droits de la personne; Avoir accumulé le nombre de crédits requis pour être admissible à un stage dans leur programme respectif; Obtenir l'autorisation de la direction de son programme.

#### Préalables académiques

JUR3501 Droit international public ou JUR6635 Droit international des droits économiques et sociaux de la personne ou JUR6650 La personne et le droit international

### **FPD5011 Clinique de droit international des droits de la personne 2**

Ce cours est offert simultanément aux étudiants qui choisissent de parfaire leur acquisition de compétences particulières en poursuivant les travaux ou les dossiers amorcés lors de leur passage au cours Clinique de droit international des droits de la personne 1 et aux étudiants désireux de s'initier aux compétences cliniques de la pratique en droit international des droits de la personne. Sous la supervision immédiate des enseignants, les équipes d'étudiants participent à de véritables dossiers de protection des droits humains, en collaboration avec des organisations non gouvernementales dans le cadre de partenariats établis avec celles-ci. Aussi, selon les dossiers, les étudiants pourront être appelés à contribuer à l'établissement d'une stratégie d'intervention, à faire des recherches quant à l'application de certaines normes de droit international des droits de la personne dans des contextes factuels ou quant à des thématiques précises, à rédiger et à présenter des rapports ou des projets d'opinions juridiques, de plaintes, de mémoires ou autres procédures, à contribuer au renforcement des capacités des défenseurs des droits humains, etc. Les étudiants participent au développement institutionnel de la clinique, entre autres en documentant les demandes d'information des partenaires potentiels, en collaborant à la constitution d'une base de données ou au développement du site Internet de la clinique.

#### Conditions d'accès

Avoir complété un cours en droit international public ou en droit international des droits de la personne; Avoir accumulé le nombre de crédits requis pour être admissible à un stage dans leur programme respectif; Obtenir l'autorisation de la direction de son programme.

#### Préalables académiques

JUR3501 Droit international public ou JUR6635 Droit international des droits économiques et sociaux de la personne ou JUR6650 La personne et le droit international

### **HIS4501 Histoire du droit québécois et canadien**

Ce cours présente une perspective historique d'ensemble du système juridique canadien et québécois, depuis la Nouvelle-France jusqu'à nos jours. L'accent est mis sur la genèse et les transformations du droit entendu comme système normatif mais aussi comme appareil institutionnel et phénomène culturel d'une société, voire d'une civilisation (occidentale). Cette histoire porte donc sur des composantes comme : les principes constitutionnels de l'ordre politique canadien, les sources et les différentes branches du droit, les rouages de l'appareil juridique, les gens de loi ou la culture du droit. Une place particulière est également accordée à la question de l'impact du droit sur la société québécoise et canadienne, pour des questions touchant à la citoyenneté, à la justice sociale, aux règles du jeu économique, à la diversité culturelle, etc. Seront privilégiées trois problématiques incontournables de l'histoire du droit au Québec et au Canada : 1) l'origine européenne des institutions juridiques; 2) la cohabitation des deux grandes traditions que sont le droit civil et le common law; 3) les mutations que connaît l'ordre juridique à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, au gré de l'affirmation successive de l'État libéral puis de l'État providence.

### **JUM2000 Séminaire d'intégration aux études de droit**

Ce séminaire vise à initier les nouveaux inscrits à certains paramètres essentiels des études juridiques, pour mieux les intégrer au programme de baccalauréat en droit. Ce séminaire comprendra, entre autres, les activités pédagogiques suivantes: leçons introductives aux institutions politiques et juridiques canadiennes et québécoises; ateliers d'initiation aux outils informatiques (courrier électronique, accès à internet, site Juris, etc.); ateliers d'initiation à la recherche en bibliothèque; ateliers d'initiation aux recherches informatisées; ateliers d'initiation aux sources du droit et aux modes de citation; ateliers d'initiation au résumé d'arrêt; ateliers d'initiation au travail d'équipe.

### **JUM4522 Stage I**

Insertion structurée et supervisée dans un milieu de pratique juridique pendant vingt-deux jours. Initiation de l'étudiant aux différentes activités que comporte la pratique dans le milieu où s'effectue le stage pour lui permettre de développer des connaissances, habiletés et attitudes requises par le travail de juriste et d'amorcer une réflexion critique sur le rôle et les limites de l'intervention juridique. Le stage s'effectue dans un milieu de pratique déterminé avec le professeur responsable de la coordination des stages à partir de la banque de lieux de stages du programme. Il comporte la participation à des ateliers et la rédaction d'un rapport final.

### **JUM4523 Stage II**

Insertion structurée et supervisée dans un milieu de pratique juridique pendant vingt-deux jours. Initiation de l'étudiant aux différentes activités que comporte la pratique dans le milieu où s'effectue le stage pour lui permettre de développer des connaissances, habiletés et attitudes requises par le travail de juriste et d'amorcer une réflexion critique sur le rôle et les limites de l'intervention juridique. Le stage s'effectue dans un milieu de pratique déterminé avec le professeur responsable de la coordination des stages à partir de la banque de lieux de stages du programme. Il comporte la participation à des ateliers et la rédaction d'un rapport final.

### **JUM4526 Clinique juridique**

Participation structurée et supervisée aux activités de la clinique juridique. Implication directe de l'étudiant dans des dossiers concernant des personnes ou des groupes communautaires ou syndicaux, particulièrement au niveau de la diffusion de l'information, de la prévention ou de la recherche-action. Développement de certaines habiletés nécessaires à la pratique juridique: confection de dossiers, techniques d'entrevue, rédaction d'écrits juridiques, etc.

#### Préalables académiques

JUR2545 Droit judiciaire I

### **JUM452X Activités juridiques appliquées**

Développement des connaissances, habiletés et aptitudes requises par le travail de recherche et d'analyse juridique appliquées à l'élaboration de dossiers spécifiques. Participation structurée et supervisée à des activités juridiques appliquées telles que le programme Pro Bono, le programme Innocence et autres. Implication directe de l'étudiant dans des dossiers concernant des questions de nature juridique soulevées par des groupes communautaires ou des ONG québécoises ou canadiennes. Collaboration spéciale au travail d'un avocat ou d'une avocate ayant accepté le mandat d'étudier le dossier pénal d'une personne aux fins de faire valoir son innocence. Participation à diverses activités préparatoires à la conception et à l'exécution de dossiers judiciairisés.

#### Conditions d'accès

Avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires

#### Préalables académiques

JUR3511 Droit judiciaire I

### **JUM4530 Tribunal-école**

Ateliers sur la représentation devant les tribunaux judiciaires et administratifs. Exercices pratiques visant à développer certaines habiletés en matière de représentation: préparation du dossier, techniques d'interrogatoire, plaidoiries écrite et orale, etc.

Préalables académiques  
JUR2545 Droit judiciaire I

### **JUM5000 Activité de synthèse et préparation aux examens professionnels**

Cette activité vise à permettre à l'étudiant de se préparer aux examens professionnels de l'École du Barreau du Québec. L'activité porte uniquement sur les matières requises par le Barreau par un survol général des règles applicables en semblables matières et sur des cas pratiques soumis sous forme de problèmes. Cette activité est évaluée selon la notation succès-échec.

Conditions d'accès  
Avoir réussi 60 crédits.

### **JUR2505 Introduction au droit et méthodologie**

Ce cours a pour objectif d'initier l'étudiant au droit québécois et canadien, d'une manière lui permettant de faire de la recherche juridique pratique. Introduction générale au droit québécois et canadien: systèmes juridiques, sources et branches du droit, la loi, le règlement et leur processus d'adoption, la jurisprudence et le système judiciaire, notions fondamentales et distinction des droits et des biens. Acquisition des techniques méthodologiques du droit: repérage et mise à jour des lois et des règlements, interprétation des lois, analyse et commentaire d'arrêts. Développement du raisonnement juridique et du sens de l'argumentation.

### **JUR2512 Théorie générale des obligations**

L'objectif de ce cours est d'initier l'étudiant à l'étude de l'origine et l'évolution du droit des obligations. Survol des notions essentielles de base. Origine et évolution du droit des obligations. Classification des obligations. Les différentes sources des obligations: naissance et extinction. Le contrat: formation, validité, nullité et effets. Comparaison avec la loi sur la protection du consommateur. Les quasi-contrats: conditions d'existence et effets.

### **JUR2513 Approfondissement du droit des obligations**

L'objectif de ce cours est de compléter la formation acquise dans le cadre du cours de base sur le droit des obligations, dans la perspective de la formation des juristes. Les différentes modalités d'exécution et d'extinction des obligations: l'exécution volontaire, le paiement par subrogation, la novation, la délégation, la compensation, la cessation de créance, et la description extinctive. Les différents recours: l'action oblique et paulienne, l'exécution par équivalence, pécuniaire (dommages-intérêts), etc. Les causes d'exonération de responsabilité, la solidarité.

Préalables académiques  
JUR2512 Théorie générale des obligations; JUR2545 Droit judiciaire I

### **JUR2515 Droit constitutionnel**

L'objectif de ce cours est la compréhension des grands principes du droit constitutionnel canadien, dans une perspective à la fois de théorie et de pratique du droit. Sources et évolution du droit constitutionnel canadien. L'organisation et le fonctionnement de l'État: le parlementarisme, la souveraineté parlementaire, le principe de primauté du droit et la séparation des pouvoirs. Le fédéralisme et le partage des compétences. La position constitutionnelle des garanties relatives aux libertés publiques et aux droits fondamentaux ainsi que celles des chartes et des droits. Les procédures d'amendement de la constitution. Le procès constitutionnel.

### **JUR2521 Droit des personnes et de la famille**

Ce cours vise l'acquisition par l'étudiant de connaissances de base et des éléments de réflexion en droit des personnes et de la famille en vue de la recherche et la pratique du droit. Droit des personnes: étude des notions fondamentales relatives à l'existence, l'identification et les attributs de la personne. Le point de départ de la personnalité civile, le nom, le domicile, la disparition. L'état des personnes. Les droits civils fondamentaux. Droit de la famille: étude des dispositions relatives à la vie conjugale et à la famille en les situant dans leur contexte historique

et social. Le mariage. L'union de fait. La filiation biologique et adoptive. Les effets du mariage et de la filiation. La séparation et le divorce. Les procédures en droit familial.

### **JUR2525 Droit social**

Ce cours vise à initier l'étudiant à la théorie, la pratique et la critique du droit social. Origine et évolution du droit de la sécurité sociale québécoise et canadienne, de la transition des rapports privés d'entraide à la formation des programmes d'assurance et d'assistance sociales. L'étude et l'analyse des fonctions de la législation sociale, de l'aide juridique et de l'utilisation du droit comme outil de changement social.

### **JUR2530 Droit administratif**

Ce cours vise à initier l'étudiant aux origines, au fondements et aux sources du droit administratif, selon ce que requiert la formation de juristes. Origines, fondements et sources du droit administratif. Structures administratives et organisation de l'Administration fédérale et de l'Administration publique au Québec. Statut juridique de la Fonction publique et des institutions administratives. Administrés et usagers de services public. Bases constitutionnelles du droit administratif: portée des privilèges et immunités de la Couronne en droit administratif, constitutionnalisation du droit administratif. Fonctions administratives et pouvoir discrétionnaire. Actes réglementaires et actes internes. Régime juridique du permis. Contrats administratifs. Domaine public. Règles budgétaires et gestion des finances publiques.

Préalables académiques  
JUR2515 Droit constitutionnel

### **JUR2535 Droit pénal**

Le cours vise l'acquisition des méthodes et des connaissances de base du droit pénal substantif et le développement du raisonnement juridique appliqué à la détermination de la responsabilité pénale. Sources, contenu et évolution du droit pénal canadien. Les concepts de prohibition, culpabilité et responsabilité en droit pénal. La structure et les éléments constitutifs de l'infraction pénale. Les principes de la responsabilité pénale: capacité pénale, modalités de commission de l'infraction et participation criminelle, moyens de défense et facteurs d'atténuation de la responsabilité pénale.

### **JUR2541 Droit des affaires**

Ce cours a pour objectif l'étude de l'origine, du contenu et des sources du droit des affaires. Les modes de structure de l'entreprise: propriétaire unique, société, association non personifiée, compagnie et coopérative. Les effets de commerce. Les financements de l'entreprise. La vente de l'entreprise. La faillite, l'insolvabilité et la dissolution de l'entreprise.

### **JUR2545 Droit judiciaire I**

Ce cours vise à donner à l'étudiant une maîtrise des notions fondamentales utiles à la formulation et au traitement d'une demande en justice. L'organisation judiciaire et la compétence des tribunaux. La théorie de l'action en justice. Étude des principales étapes de la procédure ordinaire en première instance, de l'introduction de l'action au jugement. Le recouvrement des petites créances. Le recours collectif. Techniques de rédaction de procédures.

### **JUR2550 Informatique et recherche juridique**

Ce cours vise l'acquisition d'une connaissance de base de la documentation juridique disponible sur serveurs et réseaux et l'initiation à la micro-informatique et à la télématique. Formation pratique à la consultation des principales banques de données juridiques canadiennes (SOQUIJ, Quick Law...) et aux ressources juridiques de l'Internet. Les principes d'organisation des banques de données: banque, document, champ formaté; éléments de logique et de syntaxe booléenne. Stratégies de recherche et ateliers sur l'utilisation de l'informatique dans la recherche juridique. Ce cours se déroule en laboratoire d'informatique. Maximum 15 inscrits par groupe.

Préalables académiques  
JUR2505 Introduction au droit et méthodologie

**JUR2560 Droit de la responsabilité civile et de l'indemnisation**

L'objectif de ce cours est de permettre à l'étudiant de préparer sa pratique professionnelle dans le domaine de la responsabilité civile. La responsabilité délictuelle: sources et évolution, les conditions de la responsabilité et les règles d'admissibilité et d'évaluation des dommages-intérêts en droit commun. La responsabilité extra-contractuelle de l'État. Les régimes publics d'indemnisation des dommages corporels, notamment les régimes d'indemnisation des victimes d'accident de travail et d'automobile.

**JUR3501 Droit international public**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant avec la nature et l'évolution historique du droit international public. Il a pour objectif de confronter les étudiants à la portée juridique des règles du droit international et au cadre juridique régissant les mécanismes internationaux. Les sources du droit international: les traités, la coutume, les sources subsidiaires. Les sujets de droit international: les États, les éléments constitutifs de l'État, ses compétences et sa responsabilité au plan international; les organisations internationales; les individus comme sujets de droit international. Les conflits internationaux et leur mode de solution: les modes de règlements pacifiques et non pacifiques, le règlement des conflits dans le cadre de l'ONU.

**JUR3505 Droit des rapports collectifs de travail**

Ce cours vise à initier l'étudiant à l'étude du contenu, de l'évolution et des fonctions du droit du travail en regard de l'organisation des rapports collectifs de travail, et de la pratique s'y rattachant. Contenu, évolution et fonctions du droit du travail en regard de l'organisation des rapports collectifs de travail. Étude des dispositions du Code québécois et du Code canadien du travail: la syndicalisation, la négociation collective, les pratiques déloyales, le règlement des différends et des griefs et les moyens de pression.

**JUR3515 Méthodologie de la recherche juridique**

Le cours vise la réalisation d'un travail de recherche juridique en équipe. Initiation à la recherche juridique. Ateliers sur l'élaboration d'un projet de recherche et sa réalisation: la méthode de recherche en droit, les techniques de rédaction, etc. Production d'un texte de recherche juridique d'environ vingt-cinq pages portant sur un sujet déterminé avec le professeur responsable du cours. Présentation orale de la recherche.

**JUR3525 Droit de la preuve civile et administrative**

Ce cours vise à initier l'étudiant aux notions générales sur les systèmes de preuve. Notions générales sur les systèmes de preuve. Principes et règles de la preuve civile: l'objet et le fardeau de la preuve, les moyens de preuve et leur recevabilité, les sanctions des règles de preuve. Les principales règles régissant l'administration de la preuve à l'enquête judiciaire et hors de l'enquête. Les règles de preuve devant les tribunaux administratifs.

Préalables académiques  
JUR2545 Droit judiciaire I

**JUR4505 Interprétation des lois**

Ce cours vise à atteindre des objectifs méthodologiques, des objectifs analytiques et des objectifs critiques, et à familiariser l'étudiant avec des règles et des méthodes d'interprétation des lois. Étude des règles et des méthodes d'interprétation des lois dans une double perspective de compréhension du sens et de la portée des textes législatifs et réglementaires et de leur utilisation comme outils d'argumentation. Analyse du rôle politique rempli par le pouvoir judiciaire à travers l'interprétation des lois.

**JUR4515 Théorie et fondements du droit**

Ce cours vise à initier l'étudiant à l'analyse scientifique du droit, comme objet d'étude et ce, par une double démarche. Étude des différentes théories et conceptions de la notion de droit et des fondements et des fonctions du droit. Application à certaines problématiques du droit contemporain: étude de la production et du développement des normes et des systèmes juridiques.

**JUR4521 Droits et libertés de la personne**

L'objectif du cours est la compréhension des fondements, des concepts et de la classification des droits et libertés de la personne. Fondements, concepts et classification des droits et des libertés de la personne. La protection des droits fondamentaux au Canada et au Québec: historique et étude de la Charte canadienne des droits et libertés, de la Charte québécoise des droits et libertés et des principales lois ayant une incidence en matière de droits et libertés. La protection des droits au niveau international: analyse de la problématique et étude de certains textes internationaux et régionaux tels la déclaration universelle et les Pactes de l'ONU, la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention interaméricaine.

Préalables académiques  
JUR2515 Droit constitutionnel; JUR2525 Droit social; JUR2530 Droit administratif; JUR2535 Droit pénal

**JUR4546 Concours de plaidoirie interuniversitaire**

Préparation d'un mémoire d'appel et plaidoirie du mémoire devant un tribunal-école dans le cadre de compétitions regroupant plusieurs universités tels le Tribunal-école Pierre-Basile Rigault ou autres concours de même nature agréés par la direction du programme et ce, sous la supervision d'un professeur.

**JUR5505 Contentieux administratif**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant avec le contrôle judiciaire de l'administration publique. Le contrôle judiciaire de l'administration publique. Fondement et sources du pouvoir de contrôle des tribunaux judiciaires. Les conditions d'ouverture du contrôle: l'absence de restrictions et les cas d'ultra-vires. L'exercice du contrôle: analyse des recours à la Cour supérieure et à la Cour fédérale.

Préalables académiques  
JUR2530 Droit administratif

**JUR5515 Droit de l'administration régionale et municipale**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant avec les sources et le contexte constitutionnel. Sources et contexte constitutionnel. L'organisation régionale et municipale: le territoire, les corporations municipales, les communautés régionales et urbaines. Le fonctionnement de l'administration et la démocratie locale. Les pouvoirs de l'administration: étude de certains pouvoirs tels ceux en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de police, de fiscalité et contractuelle. Les recours judiciaires propres au droit municipal et régional.

Préalables académiques  
JUR2530 Droit administratif

**JUR5520 Droit fiscal**

Ce cours vise à initier l'étudiant à l'étude des principes juridiques de politique fiscale et des formes d'imposition. Principes de politique fiscale et formes d'imposition. Les critères d'assujettissement à l'impôt. Les sources de revenu: revenu d'un emploi, d'une entreprise, d'un bien. L'amortissement fiscal. Le gain ou la perte en capital. L'impôt des particuliers: calcul du revenu imposable et de l'impôt. Notions générales sur l'imposition des corporations.

**JUR5525 Droit judiciaire pénal**

L'objectif de ce cours est d'introduire l'étudiant aux notions essentielles de la preuve et de la procédure en matière pénale et criminelle. Le droit de la procédure et de la preuve en matière pénale. La procédure pénale: fonctions et sources du droit de la procédure pénale; l'organisation judiciaire et le concept de juridiction; l'arrestation et la perquisition; la comparution et le plaidoyer; l'enquête préliminaire; les différents modes de procès; l'appel et les brefs de prérogatives en matière pénale. La preuve pénale: fonctions et sources de la preuve pénale; l'objet de la preuve; les modes de preuve et les règles d'admissibilité; le fardeau de la preuve; l'habileté et la contraignabilité à témoigner; l'administration de la preuve.

Préalables académiques  
JUR2535 Droit pénal

**JUR5531 Droit des délits et des peines**

Cours d'approfondissement des connaissances, ce cours vise la maîtrise des différents niveaux de mise en oeuvre de droit pénal de fond et l'analyse critique des politiques pénales. Étude approfondie des caractéristiques et du traitement de certaines infractions choisies dans les secteurs suivants: infractions contre la personne et les biens, conduite automobile, drogues et stupéfiants. L'acquisition des connaissances sur les peines et la détermination de la peine en droit pénal. La structure générale des peines en droit pénal fédéral et québécois. Les principes et les critères de détermination de la peine.

Préalables académiques  
JUR2535 Droit pénal

**JUR5540 Droit des biens et de la propriété**

L'objectif visé à la fin du cours est que l'étudiant ait acquis des connaissances élémentaires dans le domaine du droit des biens et de la propriété, ainsi qu'une meilleure compréhension des rapports juridiques entre les personnes et le monde des biens qui les entoure. Il devrait en outre être capable de résoudre des problèmes pratiques faisant appel aux connaissances acquises. Enfin, il s'initiera à certains éléments d'une approche historique et critique du droit de la propriété. Analyse des règles juridiques régissant les biens et la propriété. La qualification des biens. Les modes d'acquisition du droit de propriété. Les modalités et les démembrements du droit de propriété. La copropriété. La prescription acquisitive. L'enregistrement des droits réels. Les limites statutaires au droit de propriété tels l'expropriation, les régimes de protection du territoire agricole et des biens culturels.

**JUR5546 Droit des contrats nommés**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant avec des règles juridiques des contrats spéciaux prévus au Code civil. Analyse des règles juridiques des contrats nommés prévus au Code civil du Québec, tels la vente, le louage (à l'exception du bail d'un logement), le contrat d'entreprise ou de service, le mandat, le prêt, le cautionnement et le dépôt. Droit des assurances: sources et évolution historique, règles générales, assurance de personnes, assurances de dommages.

Préalables académiques  
JUR2511 Théorie générale des obligations ou JUR2512 Théorie générale des obligations ; JUR2513 Approfondissement du droit des obligations

**JUR5551 Droit des rapports pécuniaires familiaux**

Ce cours vise la compréhension par les étudiants des règles régissant les rapports pécuniaires familiaux relatifs aux régimes matrimoniaux. Analyse des règles régissant les rapports pécuniaires familiaux et du domaine de la pratique du droit s'y rattachant. Patrimoine familial, résidence familiale et prestation compensatoire. Étude des règles régissant les régimes matrimoniaux et les libéralités sous l'angle des rapports pécuniaires des conjoints et de la famille. Les conventions matrimoniales et la mutabilité. Le régime matrimonial légal et les régimes conventionnels. Les donations entre vifs et à cause de mort. Dissolution des régimes matrimoniaux.

Préalables académiques  
JUR2521 Droit des personnes et de la famille

**JUR5552 Droit des successions et des fiducies**

Ce cours vise à approfondir et élargir la compréhension par les étudiants des règles régissant les successions légales et testamentaires. Analyse des règles régissant les successions légales et testamentaires. Ouverture des successions et qualités requises pour succéder. Transmission de la succession. Dévolution légale. Les testaments. Liquidation et partage de la succession. Restrictions à la libre disposition de certains biens. Patrimoines d'affectation: fondation et fiducie. Administration du bien d'autrui.

**JUR5555 Droit judiciaire II**

Ce cours vise à fournir une maîtrise des notions fondamentales utiles à l'exécution des jugements, aux moyens de se pourvoir à l'encontre des jugements et aux recours aux procédures spéciales. L'exécution des

jugements et les saisies. La saisie avant jugement. Étude de recours spéciaux tels l'adjudication sur un point de droit, la requête en jugement déclaratoire, l'injonction, l'habeas corpus ainsi que des aspects procéduraux des recours extraordinaires prévus au code de procédure civile. L'outrage au tribunal. Les moyens de se pourvoir contre les jugements: la rétractation et l'appel. L'appel devant la Cour fédérale et la Cour suprême. Techniques de rédaction de procédures.

Préalables académiques  
JUR2545 Droit judiciaire I

**JUR5560 Droit des compagnies**

Ce cours vise à ce que l'étudiant acquière les connaissances de base en droit corporatif fédéral et provincial, du point de vue de l'organisation de l'activité commerciale suivant le mode corporatif, et du point de vue de la pratique du droit dans ce domaine. Étude du cadre juridique régissant les compagnies. Historique et aspects constitutionnels. Création et organisation de la compagnie. Objets, pouvoirs et activités de la compagnie. Le capital-actions. Les actionnaires, le conseil d'administration et les officiers de la compagnie. La compagnie et les tiers. La protection des minoritaires. Dissolution et reconstitution. Les compagnies publiques.

Préalables académiques  
JUR2541 Droit des affaires

**JUR5565 Droit des contrats commerciaux et du financement de l'entreprise**

Le cours vise à donner à l'étudiant suffisamment de connaissances pour pouvoir comprendre et interpréter certains contrats et instruments et financement, couramment utilisés en droit des affaires. Étude des principaux contrats commerciaux, tels le contrat de société, le contrat d'entreprise conjointe (joint venture), le contrat de bail commercial, le contrat de vente d'entreprise, le contrat de distribution, de concession ou de franchise. Étude des aspects juridiques de financement de l'entreprise, les techniques de financement interne et externe, privé et public. Les contrats et sûretés intervenant dans le financement- Le crédit documentaire- Le crédit-bail- L'affacturage. La loi sur les valeurs mobilières- La bourse.

Préalables académiques  
JUR2541 Droit des affaires

**JUR5572 Priorités, hypothèques et publicité des droits**

Ce cours vise à permettre l'acquisition de connaissances relatives à la pratique du droit en matière de priorités et hypothèques mobilières et immobilières. Étude du principe du gage commun des créanciers. Étude et analyse du régime juridique québécois des priorités et des hypothèques, mobilières et immobilières, légales et conventionnelles. Constitution des droits hypothécaires, effets des hypothèques, publicité et rang, exercice des droits hypothécaires et extinction des hypothèques. Analyse et rédaction d'actes et de clauses hypothécaires. Publicité des droits et registre foncier: domaine, effets et modalités de la publicité des droits. Immatriculation des immeubles. Radiation des droits.

Préalables académiques  
JUR5540 Droit des biens et de la propriété

**JUR5573 Droit de la faillite et de l'insolvabilité**

Ce cours vise à permettre l'acquisition de connaissances relatives à la pratique du droit en matière de faillite et d'insolvabilité. Sources du droit de la faillite et régimes juridiques de l'insolvabilité. Ordonnances de faillite, cessions et propositions concordataires. Organisation administrative et judiciaire de la faillite. Effets juridiques. Biens du failli et administration des actifs. Le failli et sa libération. Droit et recours du débiteur et des créanciers. Infractions en matière de faillite. Interactions du droit de la faillite, du droit civil et du droit corporatif. Insolvabilité en contexte international.

Préalables académiques  
JUR3535 Approfondissement du droit des obligations

**JUR5575 Droit international privé**

L'objectif de ce cours est d'initier l'étudiant à l'étude du droit international privé dans la perspective de ses incidences sur la pratique en droit québécois et canadien. Définition et sources du droit international privé québécois. Études des règles législatives et jurisprudentielles en matière de conflits de juridictions et de lois; problèmes de qualification, de rattachement et de renvoi. La reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers.

**JUR5585 Droit comparé**

L'objectif de ce cours est l'étude et l'analyse des grandes caractéristiques des principaux systèmes juridiques. Étude et analyse des grandes caractéristiques des principaux systèmes juridiques: droit civil, Common Law, droit socialiste. Examen de diverses solutions juridiques (cas concrets) en droit américain, européen et socialiste. Les apports du droit comparé dans l'élaboration du droit international et des droits nationaux. La méthode comparative et l'étude du droit canadien et québécois.

**JUR5595 Droit des États-Unis d'Amérique**

L'objectif du cours est de familiariser l'étudiant avec le système juridique des États-Unis d'Amérique. Présentation du système juridique des États Unis d'Amérique. La Constitution et les rapports institutionnels, les sources juridiques et le rôle du judiciaire. Ce cours vise à rendre l'étudiant autonome par rapport au droit des États-Unis d'Amérique, et pour ce faire après une introduction méthodologique, on examinera les transformations issues de l'interprétation constitutionnelle, surtout en ce qui concerne deux domaines privilégiés: les libertés et le commerce, vu leur incidence de plus en plus marquée sur le droit canadien.

**JUR5610 Droit du commerce international**

Ce cours vise à initier l'étudiant aux sources du droit du commerce international, dans la perspective de la pratique du droit dans un contexte de libéralisation des échanges. Les sources internationales et internes. L'organisation canadienne et québécoise du commerce extérieur. Critère de la commercialité. Conflits de lois relatifs à la détermination et au régime des actes de commerce. Nationalité des sociétés. Activités internationales des sociétés. Les conflits de lois en matière de sociétés. Les effets de commerce. Les instruments internationaux de paiement. Les Incoterms.

**JUR5615 Introduction à la Common Law**

L'objectif du cours est l'étude historique et critique de la structure générale de la Common Law. Étude historique et critique de la structure générale de la Common Law, de ses principaux champs (persons, contracts, torts, real property chattels, etc.) et institutions (tenures, trusts, etc.), de ses développements récents, de sa mise en oeuvre au Canada et de son influence sur le système civiliste québécois.

**JUR5625 Modes alternatifs de règlement des litiges**

Introduction aux mécanismes et modes alternatifs de règlement des litiges différents, plaintes et conflits dans tous les domaines du droit, avec des perspectives pratiques et théoriques. Les causes structurelles, économiques, sociales et juridiques qui sont à l'origine du développement des modes non contentieux. L'accès à la justice. Judiciarisation et déjudiciarisation. La justice douce. Étude des différents mécanismes en droit public et en droit privé. Les avantages et inconvénients. Le rôle du médiateur et les aspects déontologiques. Le bilan. L'essor des formes de justice parallèle et la réappropriation des modes non contentieux par l'État, le système judiciaire et les professionnels du droit. Enseignement magistral, conférences, exposés par des conciliateurs et des médiateurs. Travaux dirigés sur des mécanismes non contentieux dans un domaine particulier du droit.

Préalables académiques

JUR2530 Droit administratif ou JUR2545 Droit judiciaire I

**JUR6005 Philosophie du droit**

Ce cours s'inscrit dans une démarche de pédagogie interdisciplinaire qui vise l'acquisition chez les étudiants des différents programmes impliqués des méthodes et des connaissances essentielles de l'étude

de la philosophie du droit. Plus spécifiquement l'objectif est de familiariser les étudiants aux méthodologies et aux qualifications des deux champs disciplinaires. De plus, il s'agit de développer leur capacité pour la recherche interdisciplinaire et la réflexion critique sur le droit et les phénomènes juridiques. Initiation à l'étude des problèmes fondamentaux du droit dans une perspective inspirée des auteurs modernes et contemporains en philosophie du droit, en tenant compte de la spécificité de cette perspective eu égard, d'abord à la science ou à la théorie générale du droit, puis à l'éthique et à la philosophie politique. On analysera des textes qui révèlent des problèmes tels que: le concept du droit et sa définition, les sources formelles et les sources réelles du droit, la normativité juridique, le droit et la loi, la finalité du droit, la pratique juridique et le sens du droit... À l'occasion de ces analyses, on rapportera les problèmes aux grands courants de la pensée du droit: le jusnaturalisme des XVIIe et XVIIIe siècles, les théoriciens du contrat social, l'utilitarisme juridique, les doctrines positivistes et l'inspiration axiologique de la philosophie contemporaine du droit. Ce cours «interdisciplinaire» est reconnu comme cours optionnel sous les deux sigles PHI5059 Philosophie du droit et JUR6005 Philosophie du droit, dans les deux baccalauréats en philosophie et en droit.

**JUR6516 Régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant aux règles de droit régissant les régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours. Étude historique des législations d'assurance-chômage et d'aide sociale et des principaux enjeux dans l'évolution de ces régimes. Étude de la loi sur l'assurance-emploi, de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale, ainsi que des règles de financement du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Étude des courants jurisprudentiels et de l'incidence des chartes des droits et libertés sur les droits des prestataires.

**JUR6520 Droit des jeunes**

Ce cours vise l'acquisition par l'étudiant des connaissances de base et d'éléments de réflexion en droit des jeunes, tant sur un plan théorique que sur le plan de la pratique du droit. Problématique et évolution du droit des jeunes. Les droits fondamentaux de l'enfant. L'enfant dans ses rapports avec la famille: les nouvelles technologies de reproduction, l'autorité parentale, la garde, l'adoption. L'enfant dans ses rapports avec la société: la protection de la jeunesse et la délinquance juvénile. Étude de la Loi sur la protection de la jeunesse, de la Loi sur les jeunes contrevenants et des règles législatives et jurisprudentielles intervenant dans ce secteur.

**JUR6525 Droit des femmes**

Les objectifs de ce cours sont d'analyser la reproduction des rapports de sexe dans la sphère juridique tant à l'égard de l'énonciation des règles juridiques que de leur interprétation. Étude de l'influence des différentes théories féministes du droit sur le droit, la jurisprudence et les procédés et règles d'administration de la justice. Les diverses stratégies juridiques et judiciaires destinées à la réalisation de l'at teinte de l'égalité des sexes dans la société québécoise et canadienne. Aux fins des objectifs ci-dessus énoncés, ce cours privilégie une approche thématique notamment destinée à l'exploration des problématiques suivantes: femmes et travail, femmes et famille, femmes et intégrité physique et psychologique, femmes et protection sociale, femmes et fiscalité, femmes et droit international.

**JUR6530 Droit carcéral**

Ce cours spécialisé a pour but le développement d'une expertise par la combinaison des connaissances juridiques dans un domaine d'application à une catégorie sociale vulnérable. Contenu et sources du droit carcéral. L'exécution des sentences: le calcul des sentences, les conditions de détention, les sanctions disciplinaires, les transferts, permissions et libérations provisoires. Le statut juridique du détenu: droits politiques, civils et sociaux. La libération conditionnelle et la probation. Le casier judiciaire.

**JUR6535 Droit de l'immigration**

L'objectif du cours est la compréhension des principaux enjeux

juridiques du droit de l'immigration et de la pratique dans un tel domaine. Historique, contexte constitutionnel et sources du droit de l'immigration. Étude de la Loi fédérale sur l'immigration: la sélection et l'admission des immigrants, le processus judiciaire d'immigration et la détention, les classes des personnes particulières notamment le cas d'admission pour motifs humanitaires et les réfugiés, la décision ministérielle et les recours d'appel. Analyse du statut juridique des immigrants. Les conditions et les procédures d'obtention de la citoyenneté.

#### **JUR6540 Droit des autochtones**

Ce cours vise à initier l'étudiant à la problématique, au contenu et à l'évolution du droit des autochtones. Problématique, contenu et évolution du droit des autochtones. Le concept du titre aborigène: nature, reconnaissance et extinction du titre. Les droits ancestraux et ceux issus des traités: incidences de la législation fédérale et provinciale. Les droits constitutionnels des peuples autochtones. Les revendications territoriales des autochtones. Les droits des autochtones et le droit international.

#### **JUR6545 Droit du logement**

L'objectif du cours est l'acquisition des connaissances relatives au logement considéré tantôt comme un produit tantôt comme un besoin, la compréhension des interrelations entre les différents secteurs du droit qui affectent le logement et le développement d'une réflexion critique sur l'utilisation du droit dans le domaine du logement. - Problématique, sources et évolution du droit du logement - La copropriété: les formes de copropriété, le contrat de copropriété et la réglementation des rapports juridiques des copropriétaires - La coopérative d'habitation: la formation et l'administration de la coopérative - Le bail résidentiel: la formation, le contenu et les effets du bail, les recours reliés au bail - La Régie du logement: juridiction et procédure - Les politiques gouvernementales de production et de financement du logement et certaines mesures de contrôle de la qualité du logement tels le code du logement et le code du bâtiment

#### **JUR6550 Droit de l'environnement**

L'objectif de ce cours est de familiariser l'étudiant avec les sources et les problématiques du droit de l'environnement, dans la perspective de la pratique du droit dans ce domaine. Sources et problématiques du droit de l'environnement. Les moyens juridiques de contrôle des pollutions, de gestion du patrimoine collectif et de protection de la santé publique. Analyse des solutions juridiques face aux problèmes environnementaux posés par les déchets toxiques, les précipitations acides, les transports pétroliers, l'énergie nucléaire. Les apports du droit comparé et du droit international de l'environnement. Les différents mécanismes juridiques d'information, de consultation et de participation des citoyens concernant les risques environnementaux. Les recours civils et pénaux des victimes de pollution.

#### **JUR6555 Droit de la consommation**

Ce cours vise la compréhension par l'étudiant des problèmes juridiques des consommateurs et des règles régissant les contrats de consommation tant au plan du droit québécois que de la législation canadienne. Problématique et évolution du droit de la consommation. Les solutions législatives et jurisprudentielles aux principaux problèmes soulevés par la société de consommation: exploitation contractuelle, qualité des biens et des services, publicité trompeuse, techniques de vente abusives, crédit à la consommation. Étude de la Loi sur la protection du consommateur et des principales lois fédérales et québécoises qui interviennent dans ce domaine.

#### **JUR6560 Droit de la santé**

L'objectif de ce cours est de familiariser l'étudiant avec les aspects théoriques et pratiques du domaine spécialisé que constitue le droit de la santé. Contenu, sources et évolution du droit de la santé. L'organisation juridique du secteur de la santé. Les droits des usagers du réseau des services de santé. La responsabilité civile médicale. La confidentialité et le secret professionnel. Les aspects juridiques de la maladie mentale. La réglementation juridique de l'expérimentation médicale, des transplantations et de l'euthanasie.

#### **JUR6565 Droit de l'informatique**

L'objectif du cours est de familiariser l'étudiant avec les aspects théoriques et pratiques du domaine spécialisé que constitue le droit de l'informatique. - La propriété et les contrats touchant l'informatique: concentration, droits d'auteur, brevets, propriété intellectuelle, opérations commerciales, aspects fiscaux, confidentialité et sécurité des données - La responsabilité civile et pénale découlant de l'utilisation de l'informatique: dommages, diffamation, fraude, crime économique, crimes liés à l'ordinateur - La preuve informatique - Les normes d'utilisation de l'informatique par les organismes publics et privés: accès à l'information et protection des renseignements personnels - Les conséquences de l'informatisation sur les droits de la personne: libertés fondamentales, droit à l'intimité et à la vie privée, droits judiciaires, droit de non-discrimination - Les aspects constitutionnels et internationaux (flux transfrontières)

#### **JUR6570 Droit des associations et des regroupements**

Ce cours vise à initier l'étudiant aux différents modes juridiques d'association et de regroupements de personnes. Les différents modes juridiques d'associations et de regroupements de personnes: les groupements non personnifiés, les associations sans but lucratif, les coopératives. Étude des formalités de constitution, du fonctionnement, de la fiscalité et de la dissolution des associations et des regroupements. Analyse des avantages et des inconvénients respectifs des différents modes d'organisation.

#### **JUR6575 Arbitrage de griefs**

Ce cours a pour objectifs principaux la familiarisation avec la mécanique propre au processus arbitral et le développement d'une réflexion critique face aux orientations jurisprudentielles et législatives. Étude des règles législatives et jurisprudentielles régissant les différents recours à l'arbitrage de griefs. Les différents types d'arbitrage. La juridiction et la compétence de l'arbitre. Les règles juridiques de rédaction et d'interprétation des conventions collectives. Les courants jurisprudentiels. Les règles de preuve et de procédure particulières à l'arbitrage de griefs. Les effets et l'exécution de la sentence arbitrale. Le contrôle de la légalité de la sentence arbitrale.

#### **JUR6580 Droit des rapports individuels de travail**

Ce cours vise à connaître l'ensemble des diverses règles de droit régissant au Québec le rapport employeur salarié. Contenu, sources et évolution du droit des rapports individuels de travail. Les principes régissant le contrat individuel de travail en droit commun. La réglementation statutaire en droit québécois et fédéral des normes du travail: particulièrement la Loi sur les normes du travail. La protection des droits fondamentaux en matière de travail: incidence des chartes des droits et libertés et courants jurisprudentiels.

#### **JUR6592 Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite**

Ce cours vise à permettre aux étudiants d'élargir et de parfaire leurs connaissances en matière de droit social et développer leurs compétences à intervenir dans les cas de litige. Évolution des régimes juridiques canadien et québécois en matière de pensions, de retraite et de sécurité de la vieillesse. Partage des compétences législatives. Fondements juridiques des régimes universels (Régime de pensions du Canada, régime des rentes du Québec, supplément de revenu garanti) et complémentaires de retraite. Typologie et articulation des régimes. Instruments de transfert: comptes de retraites immobilisées (CRI), fonds de revenu viager (FRV) et contrats de rente. Éléments de droit fiscal relatif aux régimes enregistrés d'épargne retraite. Droits, responsabilités et recours des cotisants, des prestataires et des gestionnaires. Incidence du décès et de la rupture de vie conjugale. Cadre administratif et réglementaire, rôle des organismes de surveillance et des organismes juridictionnels. Modalités d'intervention auprès de la Commission administrative des régimes de retraite, du Tribunal administratif du Québec, de la Régie des rentes du Québec et de la Commission d'appel des pensions. Éléments de droit comparé. Enjeux actuels.

#### **JUR6595 Droit de la propriété intellectuelle**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant avec la protection juridique au Canada de la propriété intellectuelle. Étude approfondie de la protection

au Canada de la propriété intellectuelle (droit d'auteur): historique; examen de la législation: conditions d'admissibilité à la protection; catégorie d'oeuvres protégées; durée de la protection; objet et étendue du droit d'auteur; règles de dévolution et modes d'acquisition; droit moral; recours; législations nouvelles; cas pratiques. Distinctions entre propriété intellectuelle (droit d'auteur) et propriété industrielle (marques de commerce, dessins industriels et brevets). Exclusion des domaines inhérents aux droits de l'informatique, du divertissement et du spectacle («entertainment law»).

#### **JUR6601 Droit international économique**

L'objectif du cours est de familiariser l'étudiant avec le droit international économique dans la perspective des incidences de la globalisation des marchés sur la pratique du droit au Québec et au Canada. La circulation des marchandises: - les principes constitutifs du GATT (clause de la notion la plus favorisée; - clause du traitement national; - abaissement des droits de douane; - prohibition des restrictions quantitatives; - régime juridique des unions douanières et des zones de libre-échange; - clauses de sauvegarde et de dérogation); - les codes dans le domaine non tarifaire (code anti-dumping et défense antisubvention; - code sur l'évaluation en douane; - code sur les marchés publics; - code de la normalisation; - code sur les licences d'importation); - les régimes particuliers et sectoriels (matières premières; produits de base; agriculture...); - les rapports Nord-Sud; - les mécanismes protectionnistes (les échanges compensés; - les accords bilatéraux d'autolimitation; - les mesures unilatérales); - les zones franches; - droits de propriété intellectuelle, etc. La circulation des services: - identification et classification des services; - l'Uruguay round et la libéralisation des services. L'Accord de Libre-Échange États Unis/Canada; le libre-échange trilatéral Nord-Américain (ALENA): mécanismes et règles. Portée. La circulation internationale des paiements.

#### **JUR6615 Droit de la santé et de la sécurité du travail**

Le régime québécois et canadien de la santé et sécurité au travail. Principaux droits et recours prévus par la Loi sur la santé et sécurité du travail, le Code canadien du travail et d'autres lois connexes. Droit de refus, retrait préventif, droit de retour au travail. Émergence des normes dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail. Normes nationales et internationales. Impact de l'interaction entre la science et le droit dans le domaine de la santé et la sécurité du travail. L'administration du régime, de l'inspection à l'adjudication. Le droit pénal et la santé et sécurité au travail.

#### **JUR6620 Régimes étatiques d'indemnisation**

Étude des règles législatives et jurisprudentielles régissant les différents régimes d'indemnisation sans faute. Étude de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de la Loi sur l'assurance automobile, de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, et autres lois connexes. L'évolution historique de l'indemnisation sans faute, l'application actuelle de cette législation, et l'analyse des principaux enjeux dans l'évolution de ces régimes. Avantages et inconvénients de ces modèles de réparation. Financement des différents régimes. Les instances de révision et d'appel. L'interaction entre la médecine et le droit dans l'adjudication des réclamations.

#### **JUR6625 Droit social et du travail comparé et international**

Étude comparative et critique de régimes juridiques étrangers en droit social et du travail: Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Suède, Japon, Australie, Mexique. Analyse du droit international: conventions de l'OIT, instruments des organismes tels l'ONU, l'UNESCO, l'OCDE, traités et instruments européens, accords de libre-échange nord-américains. Acquisition des concepts de base et des méthodes de repérage et d'analyse de ces divers droits, et démonstration de leur utilité en droit québécois et canadien.

#### **JUR6630 Droit international et comparé de l'environnement**

L'objectif du cours consiste à effectuer une analyse comparative du droit international et des différents droits nationaux de l'environnement. Analyse comparative des droits international et des différents droits nationaux de l'environnement: développement, caractéristiques communes, oppositions, tendances générales. Les principaux éléments

du droit international de l'environnement, du droit communautaire européen, du droit canado-américain et de certains droits nationaux tels ceux de la France, des États-Unis et du Canada. Les réponses juridiques aux problèmes internationaux tels la protection de la couche d'ozone, le contrôle des pollutions transfrontières et des déchets toxiques, la gestion des ressources partagées. Les réponses apportées par le droit international et comparé aux problèmes posés par les changements à l'échelle du globe.

#### **JUR6635 Droit international des droits économiques et sociaux de la personne**

Ce cours a pour objectifs l'étude historique du phénomène de l'internationalisation et de l'universalisation des droits économiques et sociaux de la personne liés au travail et au non-travail au XXe siècle. Analyse comparative de la reconnaissance de ces droits dans les systèmes régionaux de protection des droits de la personne: l'étude des engagements des États en vertu des droits économiques et sociaux de la personne en droit international; la sensibilisation à l'importance des problématiques Nord-Sud en l'espèce; l'initiation aux interactions institutionnelles et juridiques entre les récents développements du droit international du commerce et le droit international des droits économiques et sociaux de la personne et l'évaluation des applications nationales du droit international des droits économiques et sociaux de la personne.

#### **JUR6640 Droit des professions**

L'objectif du cours consiste dans l'acquisition des connaissances fondamentales relatives aux institutions et aux principes de responsabilité reliés à l'exercice des professions. Examen et analyse des règles régissant l'exercice d'une profession. Histoire et fonctions du droit professionnel. Aspects juridiques des organisations professionnelles: ordres, OPQ, conseil interprofessionnel, tribunal des professions. Examen des monopoles professionnels: exercice exclusif, titre réservé. Formation, conditions d'admission, champs de pratique, exercice illégal et conflits interprofessionnels. Règles de déontologie et droit disciplinaire professionnel. Responsabilité professionnelle et relations juridiques avec les usagers de services professionnels.

#### **JUR6645 Droit des personnes et biotechnologies**

Ce cours vise à approfondir la compréhension et à stimuler l'analyse critique des dimensions juridique, éthique et sociopolitique des développements biotechnologiques et médicaux, pour l'individu et la société. Ce cours approfondit certaines problématiques reliées au développement technologique et à l'évolution sociale. Il s'intéresse d'abord et avant tout aux aspects juridiques des thèmes retenus, mais aborde également les dimensions éthique et sociopolitique de ceux-ci. Principaux thèmes considérés: la procréation médicalement assistée, les interventions «in utero», le transfert d'organes, l'expérimentation, l'euthanasie, l'acharnement thérapeutique, la cure fermée, la protection des personnes mineures et des personnes majeures incapables...

#### **JUR6650 La personne et le droit international**

Ce cours vise à familiariser l'étudiant avec les instruments internationaux ainsi que la jurisprudence régissant la protection des personnes par le droit international, tant dans un contexte de paix que dans des situations conflictuelles. Étude des instruments internationaux et de la jurisprudence régissant la protection de l'individu par le droit international. Étude des systèmes universels et régionaux de protection des droits de la personne, les règles du droit coutumier, le domaine du droit international humanitaire, et la protection des réfugiés et des personnes déplacées. Recours internationaux. Pertinence du droit international dans la protection de l'individu en droit interne.

#### **JUR665X Actualités du droit**

L'objectif du cours consiste à familiariser l'étudiant avec certaines questions juridiques d'actualité. Ce cours à contenu variable sera arrêté par l'Assemblée départementale selon les champs de spécialisation des professeurs invités.

#### **JUR6660 Droit de l'intégration européenne**

Présenter et analyser le processus d'intégration européenne, à travers l'étude critique des différents systèmes institutionnels européens, des

jurisprudences des diverses instances européennes, des perspectives d'élargissement et d'approfondissement, et la comparaison avec d'autres modes d'intégration régionale. - Étude historique des diverses étapes des constructions européennes depuis 1945 (du Congrès de la Haye au Conseil de l'Europe; C.S.C.E. et l'acte final d'Helsinki; C.E.D., U.E.O. et O.T.A.N.; le C.A.E.M; les Communautés européennes). - Étude du droit communautaire: des communautés européennes à l'Union européenne (les institutions communautaires, le processus décisionnel, l'ordre juridique communautaire, le marché unique, les politiques communes, le droit matériel communautaire, les relations extérieures). - Intégration européenne et droits de la personne (la Convention européenne des droits de l'Homme et ses organes de contrôle; la C.J.C.E. et les droits fondamentaux). - Perspectives et influence du modèle d'intégration européen (les 2e et 3e piliers de Maastricht; les élargissements éventuels. - L'Europe et les autres processus d'intégration régionaux.

#### **PHI5059 Philosophie du droit**

Ce cours s'inscrit dans une démarche de pédagogie interdisciplinaire qui vise l'acquisition chez les étudiants des différents programmes impliqués des méthodes et des connaissances essentielles de l'étude de la philosophie du droit. Plus spécifiquement l'objectif est de familiariser les étudiants aux méthodologies et aux qualifications des deux champs disciplinaires. De plus, il s'agit de développer leur capacité pour la recherche interdisciplinaire et la réflexion critique sur le droit et les phénomènes juridiques. Initiation à l'étude des problèmes fondamentaux du droit dans une perspective inspirée des auteurs modernes et contemporains en philosophie du droit, en tenant compte de la spécificité de cette perspective eu égard, d'abord à la science ou à la théorie générale du droit, puis à l'éthique et à la philosophie politique. On analysera des textes qui révèlent des problèmes tels que: le concept du droit et sa définition, les sources formelles et les sources réelles du droit, la normativité juridique, le droit et la loi, la finalité du droit, la pratique juridique et le sens du droit... À l'occasion de ces analyses, on rapportera les problèmes aux grands courants de la pensée du droit: le jusnaturalisme des XVIIe et XVIIIe siècles, les théoriciens du contrat social, l'utilitarisme juridique, les doctrines positivistes et l'inspiration axiologique de la philosophie contemporaine du droit. Ce cours «interdisciplinaire» est reconnu comme cours optionnel sous les deux sigles PHI5059 Philosophie du droit et JUR6005 Philosophie du droit, dans les deux baccalauréats en philosophie et en sciences juridiques.

#### **POL1000 Problèmes politiques contemporains**

Initiation à l'analyse des grands problèmes politiques actuels à travers l'étude de leurs principaux fondements et de leur dimension conflictuelle. Ouverture à une compréhension élargie de la réalité et de l'action politique contemporaine. Une attention particulière sera accordée à la question des rapports hommes-femmes suite à l'apport du féminisme. Ce cours se donne en principe par deux professeurs qui travaillent en équipe et font intervenir, le cas échéant, des conférenciers.

#### **POL1400 Introduction aux relations internationales**

Introduction aux principaux concepts et aux grandes approches en relations internationales à travers une analyse de l'évolution du système mondial. Étude des forces profondes, des luttes, des acteurs, des enjeux et idées qui ont façonné le système mondial jusqu'à nos jours.

#### **POL3085 Politique sociale**

Étude des principaux aspects et éléments de la politique sociale dans les pays industrialisés en accordant une attention particulière au Canada et au Québec. Nature des problèmes sociaux. La crise de l'État providence et l'évolution de la politique sociale. La cohésion sociale et la régulation économique. Examen plus approfondi de programmes illustrant le changement.

#### **POL4470 Introduction à l'économie politique des relations internationales**

Introduction aux théories, concepts, instruments et méthodes d'analyse et de recherche en économie politique des relations internationales. L'objet du cours est de fournir les notions de base essentielles à l'étude

des réseaux commerciaux, financiers et autres à l'échelle mondiale, des institutions économiques internationales, des relations d'interdépendance et de puissance au sein de l'économie mondiale, de même que des interrelations entre les politiques publiques et les marchés internationaux aux niveaux domestique et international.

#### **SOC4301 Sociétés actuelles et mondialisation**

- Les dimensions économiques, politiques et sociales de la globalisation aux niveaux national, régional et mondial. - Présentation du cadre général de l'ordre d'après guerre tel que défini lors des grandes conférences qui jalonnent les années 1944 à 1948. - Homologie et complémentarité entre les institutions aux niveaux international et national dans les domaines politique, économique et social. - La mondialisation dans le contexte de la Guerre froide et la montée des régionalismes en Europe, en Amérique latine, en Amérique du Nord, en Asie et en Afrique. - Les effets de la mondialisation sur l'organisation des États, des marchés et des sociétés contemporaines au Nord, à l'Est et au Sud. - La fin de la Guerre froide et le passage à la globalisation. - Les débats sur la signification du terme. - La nouvelle configuration des États, des marchés et des sociétés depuis 1989. - Les dimensions économiques, politiques et sociales de la globalisation aux niveaux national, régional et mondial. - La nouvelle gouvernance, la société civile et la transnationalisation des pratiques. - Défenseurs et adversaires de la libéralisation des marchés: présentation des principaux courants de pensée et de leurs interprétations socioéconomiques et sociopolitiques de la globalisation. - Les mouvements d'opposition à la globalisation.

#### **SOC6204 Sociologie du droit**

Ce cours initie à l'analyse sociologique du droit et à l'utilisation de la documentation juridique en sciences sociales. Précurseurs et fondateurs de la sociologie du droit. Principaux objets: distinction entre le juridique et le social non juridique, critères de juridicité, émergence des normes et internormativité. Analyse sociologique des institutions juridiques; l'idéologie juridique; la critique du droit. Débats actuels en sociologie du droit: questions théoriques et recherches empiriques. Rapports avec les domaines connexes: sociologie de la déviance, victimologie, criminologie, etc.

N.B. : Le masculin désigne à la fois les hommes et les femmes sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.  
Cet imprimé est publié par le Registrariat. Basé sur les renseignements disponibles le 17/06/09, son contenu est sujet à changement sans préavis.  
Version Été 2009